

Quels axes de rassemblement à gauche ?

Denis Durand

Dans une situation de danger extrême et de grandes incertitudes, le Parti communiste s'attache à élaborer, avec toutes les forces anti-austérité à gauche, des axes cohérents, à la fois radicaux et réalistes, pour rassembler la gauche et les écologistes, battre la droite et l'extrême-droite, rompre avec le social-libéralisme et sortir de l'austérité avec une candidature commune à la présidentielle, un contrat majoritaire pour les législatives et une dynamique de luttes populaires.

Les bases d'une unité existent. Elles résident dans l'exigence populaire d'une alternative aux politiques d'austérité et à la soumission aux marchés financiers qui ont fait du quinquennat de François Hollande un désastre. Elles résident aussi dans la nécessité de résister aux projets de la droite et du MEDEF, qui comptent bien profiter de la démoralisation à gauche pour « finir le travail » de casse sociale commencée par le gouvernement actuel.

Le programme de François Fillon repose sur une véritable « thérapie de choc » visant à imposer, en quelques mois, les mesures que le candidat de la droite reproche à ses prédécesseurs de n'avoir pas osé mettre en œuvre depuis vingt ans : flexibilisation du marché du travail et réduction des cotisations sociales patronales. On ne s'étonnera pas que ce programme coïncide presque exactement avec le « choc de compétitivité » réclamé par le MEDEF dans le Livre bleu qu'il vient de publier¹. Misant sur une mise en œuvre plus progressive, le programme d'Emmanuel Macron obéit à la même inspiration. On y retrouve ainsi la possibilité de déroger à la durée légale du travail par la voie d'accords d'entreprises, et une baisse de 6 % des cotisations sociales patronales financée par une hausse de la CSG, avec notamment la transformation du CICE en « allègements de charges durables » (voir dans ce numéro l'article de Denis Durand).

Même si elles sont noyées dans une démagogie effrénée (voir dans ce numéro l'article de Pierre Ivorra), ces mesures figurent, elles aussi, en bonne place dans les propositions du Front national ; Marine Le Pen annonce par exemple la création d'un dispositif « premier emploi » « qui exonère totalement de charges la première embauche d'un jeune de moins de 21 ans

par une entreprise et ce pour un délai maximum de 2 ans », l'autorisation de la négociation sur l'allongement du temps de travail « exclusivement au niveau des branches professionnelles » et la transformation du CICE en allègement de cotisations sociales patronales « pour les PME-TPE » et « sous condition du maintien de l'emploi ».

Les salariés, les chômeurs, les jeunes ont donc des raisons très concrètes de souhaiter que tout soit fait pour empêcher que la prochaine élection présidentielle se conclue par un duel entre la droite et l'extrême-droite, dont les conséquences seraient désastreuses pour les élections législatives qui lui succéderont immédiatement et pour les capacités de résistance du mouvement populaire au cours des années qui suivront.

Mais imaginons qu'un candidat de gauche soit élu en mai prochain, et qu'il soit possible de réunir une majorité parlementaire en faveur d'une politique visant à sortir de l'austérité. Que se passerait-il ? Ce qu'on peut affirmer à coup sûr, c'est que la tâche serait très rude.

D'abord, même dans ces hypothèses favorables, la gauche serait minoritaire dans le pays ; il serait donc vital pour le gouvernement d'axer sa politique autour d'objectifs susceptibles de rassembler une majorité de nos concitoyens, en particulier des classes populaires dont beaucoup, après avoir voté

1. MEDEF, *Le monde change, changeons la France ! Les réformes à mener pour la France de demain*, Cithéa communication, 2017.

Hollande ou Mélenchon en 2012, risquent de s'abstenir au printemps prochain.

Ensuite, une telle politique se heurterait à une opposition féroce des multinationales de la banque, de l'industrie et des services, appuyées sur les marchés financiers et sur les institutions qui relaient leur domination, en France, dans l'Union européenne et dans le monde. On a vu ce que ces forces ont été capables de faire contre le peuple grec et contre le gouvernement qu'il s'est démocratiquement donné. La première question à se poser, dès à présent, est donc celle des moyens à opposer à la dictature de la finance, telle qu'elle se manifeste, non seulement dans les politiques gouvernementales mais chaque fois qu'il s'agit de décider où va l'argent public, l'argent des banques et l'argent des entreprises, petites et grandes...

Quels objectifs sociaux et écologiques susceptibles de rassembler, à gauche et au-delà ? Quels pouvoirs conquérir contre les marchés financiers ?

Si l'on essaye de répondre à ces questions, on discerne les grands axes d'un pacte législatif capable de donner au mouvement populaire davantage de force pour résister à la dictature de la finance, et à un gouvernement de gauche des moyens de sortir des politiques d'austérité.

Parmi les objectifs que l'on retrouve, sous des modalités diverses, dans les différents programmes de gauche, on trouve d'abord de grands objectifs sociaux : l'augmentation des salaires, à commencer par le SMIC, et des rémunérations des fonctionnaires ; la réduction du temps de travail ; la consolidation de notre système de protection sociale, dont les besoins de financement augmentent avec l'allongement de l'espérance de vie et les progrès de la médecine.

Un autre domaine de convergences, à gauche, est le souci de revitaliser les services publics mis à mal par l'austérité budgétaire. Il faut ainsi de vastes plans de développement des transports publics, du logement, de l'éducation avec la remise en cause des réformes régressives introduites depuis cinq ans, de la santé, de la culture, et bien sûr de la sécurité publique et de la justice.

Enfin, la conscience de l'urgence écologique est unanimement partagée à gauche, bien au-delà des controverses sur le rôle à assigner à l'énergie nucléaire dans la lutte contre le réchauffement climatique et dans la réalisation des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Elle est étroitement liée au développement des services publics, et à la recherche d'un nouveau mode de développement de l'industrie et des services, économe en énergie et en ressources naturelles pour donner la priorité au développement de tous les habitants de la planète.

Un objectif – le premier dans les préoccupations des Français – est étroitement lié à chacun des précédents : l'emploi. Réduire le chômage – et même l'éradiquer, comme le proposent le PCF et le programme du Front de gauche *L'humain d'abord* ; remplacer les emplois précaires par des emplois de bonne qualité, assortis de qualifications reconnues et rémunérés en conséquence ; consolider ces nouvelles conquêtes sociales par un accès à la formation tout au long de la vie... tous ces changements profonds par rapport à la logique du marché du travail capitaliste ne sont pas seulement des buts à atteindre. Ce sont aussi les moyens nécessaires à la mise en œuvre d'une politique de gauche. Ainsi, les entreprises ne pourront distribuer des salaires plus élevés, la durée du travail ne pourra être progressivement réduite, l'État et la Sécurité sociale ne pourront disposer de ressources à la hauteur des besoins, que si des travailleurs en plus grand nombre, et mieux qualifiés, créent davantage de valeur ajoutée susceptible d'être partagée en faveur des salariés : salaires, cotisations sociales et prélèvements fiscaux contribuant au financement des services publics. C'est là le fil conducteur d'une politique industrielle et des services capables de faire face aux défis de la révolution informationnelle et de l'intensification des échanges et des coopérations sur le marché mondial.

De nouveaux métiers dans l'énergie, dans l'industrie, dans le bâtiment, dans les transports, dans l'agriculture, c'est-à-dire de nouveaux emplois avec de nouvelles qualifications, c'est aussi la condition d'une transition énergétique

réussie : non seulement opposer le social et l'environnemental n'a aucun sens mais le premier est la condition du second.

Mais pour que la priorité soit donnée au social, dans un monde où toute la puissance de la finance pousse, au contraire, à ce que les décisions économiques soient dictées par l'obsession de rentabiliser au maximum les capitaux financiers, il faut que les salariés, les citoyens se donnent les moyens d'exercer de nouveaux pouvoirs sur l'utilisation de l'argent des entreprises, des banques, avec une autre utilisation de l'argent public.

La façon de répondre à la crise de l'emploi est ainsi un point clé des différents programmes en présence à gauche comme à droite.

Pour la plupart des programmes, la réduction du chômage ne peut résulter que d'un effort d'investissement dans le cadre du fonctionnement actuel de l'économie. Ainsi, Fillon et Macron subordonnent toute action dans ce domaine à la compétitivité des entreprises, conçue comme la protection des profits, censés faire « les investissements de demain et les emplois d'après-demain ». Ils rejoignent le MEDEF dans sa double revendication d'une baisse du coût du travail et d'une « flexisécurité » des emplois, laissant peser sur les travailleurs la menace du chômage, dont la proposition d'un « capital emploi-formation » formulée par l'Institut Montaigne, proche du grand patronat, constitue une expression récente particulièrement élaborée².

La perspective adoptée par Benoît Hamon avec sa proposition de « revenu universel » a marqué les esprits³. Son point fort est de prendre pour point de départ une des réalités les plus nouvelles de la civilisation contemporaine : la révolution technologique informationnelle, et les suppressions d'emplois qui l'accompagnent, sous l'empire des critères de rentabilité, dans la gestion des entreprises. Son point faible est de conclure que l'emploi pour tous n'est plus possible, et de renoncer à faire de la réduction du chômage l'objectif d'un gouvernement anti-austérité. L'idée du « revenu

2. Bertrand Martinot ; Estelle Sauvat, *Un capital emploi formation pour tous*, étude de l'Institut Montaigne, janvier 2017.

3. Voir le dossier « Revenu de base ? Mauvaise réponse à de vraies questions » dans *Économie et politique*, n° 744-745, juillet-août 2016.

universel », dont les versions les plus anciennes sont d'inspiration purement libérale, renonce par là même à remettre fondamentalement en cause le fonctionnement du marché du travail et les gestions des entreprises capitalistes qui viennent y puiser la main-d'œuvre qu'elles souhaitent exploiter. Elle présente le risque de maintenir toute une partie de la population à l'écart du travail et d'une participation pleine et entière à la vie sociale et économique. Dès lors qu'on la prend au sérieux, dans toute son ambition, comme axe d'un programme politique d'application immédiate, elle bute très vite sur la question des moyens d'engendrer les revenus qui seraient ainsi distribués, et Benoît Hamon lui-même a été amené à en réduire fortement la portée, la limitant, dans l'immédiat, à une augmentation des minima sociaux et au versement d'un revenu d'existence pour les jeunes de 18 à 25 ans et, dans son état achevé à terme, à la distribution d'un revenu universel de 750 euros.

Même dans cette version relativement moins ambitieuse, la proposition de Benoît Hamon apparaît difficile à concilier avec les vœux beaucoup plus traditionnelles de Jean-Luc Mélenchon, qui compte sur la transition énergétique ou sur de grands projets maritimes et spatiaux pour déclencher spontanément la création de centaines de milliers d'emplois, sans qu'il soit prévu de changer la gestion des entreprises et le pouvoir en leur sein. L'exercice de chiffrage de son programme auquel Jean-Luc Mélenchon s'est livré confirme ce « point aveugle » des programmes sociaux-démocrates se réclamant plus ou moins légitimement de Keynes, et qui échouent régulièrement depuis quarante ans. Particulièrement caractéristique, le « droit opposable à l'emploi » préconisé par le *leader* de la « France insoumise » revient à exonérer les entreprises de leur responsabilité en la matière, en transférant à l'État la charge d'offrir un emploi aux chômeurs ; mais rien n'est indiqué sur les moyens financiers d'un tel dispositif. Jean-Luc Mélenchon peut ainsi, comme d'autres, reprendre à son compte la « sécurité sociale professionnelle » proposée par la CGT sans donner aucune précision sur le contenu

institutionnel et concret qu'elle pourrait revêtir.

Est-il possible de dépasser ces insuffisances, et les contradictions qu'elles engendrent ? Avec son projet de sécurisation de l'emploi et de la formation, le PCF propose de le faire « par le haut », en considérant l'emploi à la fois comme un objectif social et comme un moyen de créer les richesses nécessaires à sa réalisation. Dans ce projet, les gains de productivité apportés par la révolution informationnelle ne conduisent pas à rejeter les travailleurs dans le chômage ; ils permettent de financer l'accès de tous à la formation, sans attendre que les évolutions technologiques viennent supprimer des emplois. La population active se partage en permanence entre travailleurs occupant un emploi rémunéré à la hauteur de leurs qualifications et travailleurs en formation, rémunérés au même niveau, de façon que chacun puisse, par anticipation, choisir son propre parcours professionnel sans jamais passer par la case « chômage ».

Dépasser les divisions par le haut : la proposition du PCF pour une sécurisation de l'emploi et de la formation

À la différence des propositions inscrites dans les programmes des deux principaux candidats de gauche, la construction d'un système de sécurisation de l'emploi et de la formation a pour condition un changement profond du pouvoir dans l'entreprise et du financement de l'économie. Autant que sur l'action d'un pouvoir gouvernemental, il repose sur la construction de rapports de force dans les luttes sociales, consolidés et appuyés lorsque les conditions politiques le permettent par des dispositifs institutionnels. Il y a là une exigence forte mais aussi une marque de réalisme : c'est dans les entreprises et dans le système financier que se trouvent, aujourd'hui plus qu'au *xx^e* siècle, les centres principaux de décision affectant la situation du plus grand nombre des citoyens. Comme cela a été le cas au moment du Front populaire et de la Libération, la capacité d'un gouvernement anti-austérité à répondre aux attentes populaires se construirait

aujourd'hui en interaction avec les mobilisations sociales. L'existence de cette proposition peut donc être non un facteur de division, mais un apport positif pour aider les différentes composantes de la gauche à dépasser l'étatisme traditionnel qui marque leur culture.

C'est ce qui inspire la proposition de loi communiste pour une sécurisation de l'emploi et de la formation en matière de renforcement des pouvoirs des salariés et de leurs représentants dans les entreprises : extension des prérogatives des comités d'entreprise, non seulement pour s'opposer aux plans de licenciements mais pour faire prendre en compte des propositions alternatives et pour faire financer les investissements nécessaires par des crédits bancaires à taux réduit ; conférences régionales et conférence nationale réunies chaque année pour rassembler l'ensemble des acteurs économiques autour d'objectifs chiffrés de développement de l'emploi et de la formation ; fonds régionaux remplaçant les aides actuelles aux entreprises par des dispositifs de bonifications d'intérêts et de garanties d'emprunts en vue de mobiliser les crédits bancaires au service de projets favorables à l'emploi et à la formation.

Ces propositions institutionnelles s'articulent ainsi à tout un ensemble de propositions figurant dans le premier chapitre du programme du PCF *La France en commun*, et visant à « prendre le pouvoir sur l'argent ». Il s'agit là de faire face au deuxième obstacle qui s'opposerait à l'action d'un gouvernement de gauche anti-austérité : la pression continue des marchés financiers sur les décisions gouvernementales comme sur les gestions d'entreprises.

Pour atteindre les objectifs sociaux, prendre le pouvoir sur l'argent

La logique économique et politique qui pourrait ainsi être mise en œuvre s'oppose radicalement à celle de la droite : au lieu des politiques de baisse du coût du travail qui ont les effets délétères que l'on sait sur la cohésion sociale et sur l'efficacité de l'économie, on se doterait d'instruments visant à faire baisser le coût du capital en

La nationalisation des principales banques et compagnies d'assurances fait partie des outils qui peuvent contribuer à cet objectif à travers la constitution d'un pôle financier public.

mobilisant des crédits bancaires à coût d'autant plus réduit qu'ils financeraient des projets, issus de propositions élaborées de façon décentralisées, en liaison avec les mobilisations sociales, visant à développer l'emploi, la formation, la création de valeur ajoutée dans les territoires, la préservation de l'environnement.

La nationalisation des principales banques et compagnies d'assurances fait partie des outils qui peuvent contribuer à cet objectif à travers la constitution d'un pôle financier public. C'est pourquoi le PCF propose la nationalisation des deux grands réseaux bancaires privés qui subsistent en France, la Société générale et BNP-Paribas, et un changement du statut juridique des réseaux mutualistes (Crédit Agricole, Crédit Mutuel et BPCE) pour les rendre à leur vocation coopérative en instaurant un réel pouvoir de leurs sociétaires dans leurs organismes de direction.

En effet, un contrôle étatique sur les institutions financières ne suffit pas – fût-il renforcé par un contrôle administratif strict des flux de capitaux et des taux d'intérêt : c'est la leçon qu'on doit tirer de l'expérience de 1981. C'est dès les entreprises – lieu principal d'exercice du pouvoir économique – que des institutions doivent permettre la conquête de pouvoirs par les salariés : par exemple, les représentants du personnel doivent avoir le pouvoir, non seulement de s'opposer à des plans de licenciements, mais d'imposer l'examen de stratégies industrielles alternatives et le financement par les banques de ces projets. Mais cette obligation n'aura d'effet sur les banques que si elles sont placées sous une pression populaire pour qu'elles changent les critères selon lesquels elles sélectionnent

les bénéficiaires de leurs crédits. Concrètement, une telle pression pourrait s'appuyer sur des exigences renforcées d'information et de transparence sur la destination de leurs crédits et sur leur utilisation : ces crédits serviront-ils à la création de richesses, donc d'emplois qualifiés, ou finiront-ils en spéculation, en délocalisations, en LBO...? Autant d'arguments et de bases de mobilisation qui pourraient trouver un appui dans l'intervention de fonds régionaux publics pour l'emploi et la formation : ces émanations des régions – qui ont compétence pour coordonner les interventions économiques des collectivités territoriales – inciteraient les banques à financer des projets soutenus par la population, en accordant sélectivement des garanties d'emprunts et des bonifications d'intérêts à la place des aides publiques aujourd'hui dispensées en pure perte aux entreprises. Pour que ces interventions décentralisées soient efficaces, elles devraient être strictement réservées aux projets répondant à des critères précis en matière économique, sociale et environnementale, et suivies par des institutions spécifiques et nouvelles, impliquant travailleurs, élus et citoyens.

Elles atteindraient néanmoins très vite leurs limites si elles restent circonscrites à l'intérieur de nos frontières puisque l'économie française fait partie d'un système international fortement intégré. En particulier, le niveau européen est devenu un des principaux niveaux de décision, tout particulièrement en matière de financement de l'économie : la Banque centrale européenne est l'institution qui, de loin, exerce la plus forte influence sur le comportement des banques de la zone euro. C'est pourquoi

agir efficacement sur l'économie française exige d'en finir avec le type de construction monétaire défini par le traité de Maastricht, c'est-à-dire d'en construire un autre, en lien avec les luttes et les constructions institutionnelles au niveau local, régional et national.

Surmonter les divisions sur l'Europe à partir des luttes

Deux voies s'ouvrent pour commencer immédiatement à aller dans ce sens. Elles touchent aux deux principaux canaux par lesquels la BCE et les banques centrales nationales comme la Banque de France qui, avec elle, forment l'Eurosystème, alimentent le système financier en liquidités.

La première voie est le refinancement des banques. L'Eurosystème prête en permanence 500 milliards d'euros aux banques européennes, principalement sous la forme d'opérations à quatre ans d'échéance et à 0 % d'intérêt. Le taux est même réduit à -0,4 % pour les banques qui peuvent démontrer que cet argent sert à des crédits aux entreprises de la zone euro. Le problème est que nul ne demande aux banques ce que les entreprises financent avec cet argent : des investissements créateurs d'emplois et de valeur ajoutée ? des délocalisations ? des placements purement financiers qui alimentent les risques d'un futur krach ? Un gouvernement de gauche anti-austérité pourrait agir immédiatement pour que seuls les crédits soutenus par un Fonds national ou un fonds régional pour l'emploi et la formation, répondant à des critères précis en matière économique, sociale et environnementale, puissent bénéficier de tels refinancements. Une telle façon de faire baisser le coût du capital serait infiniment plus efficace, pour stimuler les créations d'emplois, que les mesures de réduction du coût du travail, comme le CICE ou la fiscalisation des cotisations sociales patronales.

La seconde voie est celle du financement des investissements publics. C'est l'objet de notre proposition d'un Fonds de développement économique, social et environnemental européen pour le développement des services publics. Doté du statut d'établis-

sement de crédit, il serait financé par la BCE qui contribuerait ainsi au vaste plan d'investissements publics dont le lancement fait consensus à gauche et bien au-delà. Cette proposition est par exemple très proche de celle que formule la fondation Nicolas-Hulot pour le financement de la transition énergétique.

Cette pression exercée, depuis les territoires de la zone euro, sur la BCE pour qu'elle change les critères qui président à la création monétaire peut, de fait, apporter une solution à l'un des principaux facteurs de division à gauche, la question européenne.

D'un côté, Benoît Hamon et le Parti socialiste continuent de s'inscrire dans une perspective fédéraliste qui inspire, par exemple, l'idée d'un parlement de la zone euro, et qui explique pour une bonne part l'impasse actuelle de la construc-

tion monétaire européenne et son rejet par les peuples. De l'autre, l'ambition du remplacement des traités européens par d'autres traités mettant fin, par exemple, à l'indépendance de la BCE et inscrivant le soutien à l'emploi au rang de ses missions au même rang que la stabilité des prix, paraît inaccessible à l'horizon d'une législature, laissant place à un sentiment d'impuissance ou à l'illusion d'un « plan B » (une « sortie de l'euro ») qui conduirait à de graves difficultés économiques et sociales et dont les Français ne veulent pas, au point que Marine Le Pen elle aussi a désormais recours à toutes sortes d'euphémismes pour évoquer son projet de sortie de l'euro.

En commençant la bataille par la base, à partir de projets concrets dont on exigerait la prise en compte dans la politique de la

BCE, les propositions du PCF permettraient en effet de viser des résultats immédiats et de commencer à constituer les rapports de forces politiques qui, à terme, permettront de réunir une majorité en Europe pour modifier les traités et refonder la construction européenne.

Répondre aux exigences populaires apparaît ainsi à la fois comme un impératif pour réussir une politique anti-austérité en France, et comme le moyen de surmonter les difficultés qui font obstacle à un tel projet.

Il est encore temps de mettre ces éléments de solution entre les mains des citoyens. ■■■